



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex
Mel : unsen@cgteduc.fr - Site : www.cgteduc.fr

Grenelle de l'Éducation : la CGT Éduc'action a eu raison de se retirer.

À l'issue des séances de « concertation », les différents ateliers du Grenelle ont émis des propositions qui sont désormais sur la table du ministre Blanquer. Charge à lui désormais d'indiquer ce qu'il compte retenir et éventuellement mettre en place.

Pour la CGT Éduc'action, ces propositions sont extrêmement dangereuses pour les personnels de l'Éducation nationale. Il n'y a malheureusement rien de surprenant car elles correspondent largement aux axes de travail du ministre (« Agenda social » et Grenelle) et parce qu'il avait bien choisi ses interlocuteur-trices et animateur-trices d'atelier. Un tri particulièrement « exigeant » pour éviter toute mauvaise surprise et ainsi coller au mieux à son idéologie et aux principes qu'il a développé dans différents ouvrages.

On retrouve pêle-mêle la revalorisation au mérite, le recrutement des personnels enseignants localement par les personnels de direction et le renforcement de l'autonomie des établissements, l'instauration d'une autorité hiérarchique de la direction d'école ou une explosion des statuts et obligations réglementaires de service. Si ces dernières propositions sont conservées par le ministre, on assistera à la liquidation du statut de Fonctionnaires, la fin des grilles d'avancement des carrières et la gestion collective des personnels. On basculera irrémédiablement vers des carrières individualisées et « valorisées au mérite ».

La CGT Éduc'action dénonce l'ensemble des propositions issues de différents ateliers qui suivent une logique globale et transversale. Elle a eu raison de boycotter cette campagne de communication du Ministre considérant qu'elle n'avait pas été cautionnée de probables lourdes attaques contre les personnels et leurs statuts. Tout était écrit d'avance.

La publication de ces propositions au moment d'une mobilisation nationale intersyndicale dans l'Éducation et au moment où on apprend que le ministère n'a pas utilisé 200 millions de budget en 2020 est une véritable provocation pour la communauté éducative. Il est inacceptable d'apprendre qu'il n'y a pas de moyens pour rémunérer correctement tous les personnels, pour les augmenter, en recruter davantage, leur créer un véritable statut dans la Fonction publique d'État (AESH ou AEd) et que dans le même temps, le ministre fait des économies sur leur dos et leur promet l'aumône, de la concurrence ou du management autoritaire.

Pour la CGT Éduc'action il est urgent de construire et d'amplifier une mobilisation unitaire la plus large possible pour faire entendre les revendications des personnels et pour exiger un véritable plan d'urgence pour l'Éducation et les Services publics. Après le 26 janvier, amplifions le mouvement d'ici la journée interprofessionnelle d'action et de grève du 4 février.

Montreuil, le 27 janvier 2021